

***DIRECTION DE L'ÉVALUATION, DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE  
L'IMMOBILIER***

***SERVICE ACHAT INNOVATION LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR***

***SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES***

***BUREAU DES MARCHES IMMOBILIERS ET DES MOYENS GÉNÉRAUX***

## ***OBJET***

Accord-cadre relatif la réalisation de contrôles administratifs et d'accompagnement des porteurs de projet sur les fonds européens

## **Annexe 2 - CCTP**

### **Sources juridiques/Normes applicables**

## Liste non exhaustive des sources juridiques et normes applicables pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre

### **PRINCIPAUX TEXTES COMMUNS**

- **Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;**
- Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (**règlement général sur la protection des données**) ;
- Règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 **portant dispositions communes** relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux **règles financières applicables au budget général de l'Union** (refonte)
- Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les **contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés** et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ;
- Décision C(2019) 3452 de la Commission du 14 mai 2019 établissant les lignes directrices pour la détermination des **corrections financières** à appliquer aux dépenses financées par l'Union en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics ;
- Code de la commande publique
- Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Décret n°2024-12-33 du 30 décembre 2024 modifiant le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur et du ministère des Outre-mer ;
- Décret n° 2022-713 du 27 avril 2022 relatif à la **mise en œuvre des programmes européens de la politique de cohésion, de la pêche et des affaires maritimes, et des migrations et des affaires intérieures** pour la période 2021-2027 ;
- Décret n° 2023-1067 du 20 novembre 2023 relatif à l'**autorité nationale d'audit** pour les fonds européens ;
- Tous les règlements spécifiques des fonds.

### **FONDS AFFAIRES INTERIEURES**

- Règlement (UE) n° 2021/1147 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 établissant le **fonds « Asile, migration et intégration »** ;
- Règlement (UE) n° 2021/1148 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 établissant, dans le cadre du fonds pour la gestion intégrée des frontières, **l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas** ;

- Règlement (UE) n° 2021/1149 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 établissant le **fonds pour la sécurité intérieure** ;
- Décision d'exécution C(2022) 6843 de la Commission du 21 septembre 2022 portant approbation du programme présenté par la France en vue d'obtenir un soutien du **Fonds « Asile, migration et intégration »** pour la période 2021-2027 ;
- Décision d'exécution C(2022) 6845 de la Commission du 21 septembre 2022 portant approbation du programme présenté par la France en vue d'obtenir un soutien de **l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas** pour la période 2021-2027 ;
- Décision d'exécution C(2022) 6842 de la Commission du 21 septembre 2022 portant approbation du programme présenté par la France en vue d'obtenir un soutien du **Fonds pour la sécurité intérieure** pour la période 2021-2027 ;
- Décret n° 2022-796 du 9 mai 2022 relatif aux **règles nationales d'éligibilité des dépenses** des programmes cofinancés par le fonds « asile, migration et intégration » (FAMI), le fonds pour la sécurité intérieure (FSI) et l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas (IGFV) pour la période 2021-2027 ;

#### **AUTRES FONDS OU INSTRUMENTS EUROPEENS OU PROGRAMMES EUROPEENS**

- Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le **Fonds social européen plus (FSE+)** et abrogeant le règlement (UE) no 1296/2013 ;
- Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au **Fonds européen de développement régional** et au **Fonds de cohésion** ;
- Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 établissant le **Fonds pour une transition juste** ;
- Règlement (UE) n° 2021/1059 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions particulières relatives à l'objectif « **Coopération territoriale européenne** » (Interreg) soutenu par le Fonds européen de développement régional et les instruments de financement extérieurs ;
- Règlement (UE) 2020/461 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2020 modifiant le règlement (CE) no 2012/2002 du Conseil en vue de fournir une aide financière aux États membres et aux pays dont l'adhésion à l'Union est en cours de négociation qui sont gravement touchés par une urgence de santé publique majeure ;
- Règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le **Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture** et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 ;
- Règlement (UE) 2021/836 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 modifiant la décision no 1313/2013/UE relative au **mécanisme de protection civile de l'Union** ;
- Règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant **l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale - Europe dans le monde**, modifiant et abrogeant la décision no 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) no 480/2009 du Conseil ;
- Règlement (UE) 2021/695 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation **Horizon Europe** et définissant ses règles de participation et de diffusion, et abrogeant les règlements (UE) no 1290/2013 et (UE) no 1291/2013 ;

- Règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (**Europol**) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI ;
- Règlement (UE) 2015/2219 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 sur l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (**CEPOL**) et remplaçant et abrogeant la décision 2005/681/JAI du Conseil ;
- Règlement (UE) 2021/240 du Parlement européen et du Conseil du 10 février 2021 établissant un **instrument d'appui technique** ;
- Règlement (UE) 2021/840 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 établissant un programme en matière d'échanges, d'assistance et de formation pour la protection de l'euro contre le faux-monnayage pour la période 2021-2027 (programme **Pericles IV**), et abrogeant le règlement (UE) no 331/2014 ;
- Règlement (UE) 2021/888 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 établissant le programme « **Corps européen de solidarité** » et abrogeant les règlements (UE) 2018/1475 et (UE) no 375/2014 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ;
- Règlement (UE) 2021/694 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 établissant le programme pour une **Europe numérique** et abrogeant la décision (UE) 2015/2240 ;
- Règlement (UE) 2021/697 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 établissant le **Fonds européen de la défense** et abrogeant le règlement (UE) 2018/1092.